



Niger

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 267 000

9 102 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
158 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
37 504 730 ECU (1997)
Éléments radioactifs
44%

Exportations européennes
vers...
148 376 810 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
19,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
28,8% (1996)
secondaire
7,8% (1996)

Taux d'urbanisation
19% (1996)

Vaste pays sahélien enclavé, le Niger est relativement peu urbanisé et son économie dépend du secteur rural qui emploie 80% de la population active. Le Niger figure parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant depuis 1960, le Niger s'était engagé, depuis les élections de 1993, sur la voie de la démocratie pluraliste. La cohabitation conflictuelle que celle-ci avait entraîné entre le Président de la République et le Premier Ministre, a conduit fin janvier 1996 à un coup d'Etat militaire. L'Union européenne a suspendu pour six mois sa coopération avec ce pays, à l'exception de l'aide humanitaire distribuée directement à la population.

Le retour progressif à la vie constitutionnelle normale a amené l'Union européenne à reprendre sa coopération, tout en restant attentive au respect des libertés fondamentales des citoyens dans ce pays. Fin 1997, une stratégie de coopération au développement a été approuvée pour la mise en oeuvre du 8ème FED qui met l'accent sur la sécurité alimentaire et la valorisation des ressources humaines. Cette stratégie sera traduite dans un Programme Indicatif National dont l'enveloppe financière indicative s'élève 160 millions d'Ecus. A ces fonds, s'ajouteront des ressources complémentaires importantes pour soutenir le développement minier et le programme d'ajustement structurel. Le Niger met en oeuvre un programme économique et financier triennal soutenu, depuis juin 1996, par les IBW et d'autres bailleurs de fonds.

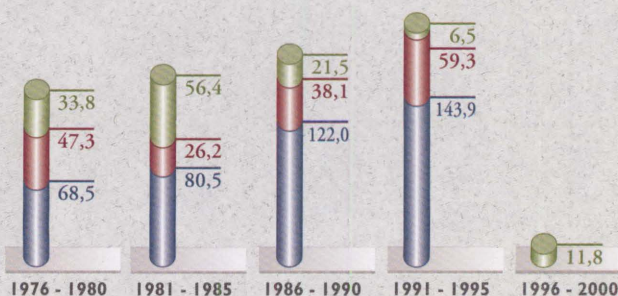
L'Union européenne a participé activement aux efforts de développement du Niger depuis le premier Fonds européen de développement. Le Programme indicatif du 7ème FED (143,9 millions d'Ecus), a mis l'accent surtout sur le développement du secteur rural et du secteur privé. Les ressources au titre de l'appui à l'ajustement structurel (22,4 millions d'Ecus) ont été majoritairement consacrées au renforcement de la santé et de l'éducation. Les fonds de la facilité «Sysmin» ont permis le développement des infrastructures routières. Des fonds en provenance du budget de la Communauté européenne ont renforcé la sécurité alimentaire.

Après la croissance économique enregistrée de 1976 à 1981 grâce au secteur de l'uranium, le Niger a connu depuis les années 1980 de sérieux déséquilibres des finances publiques et de la balance des paiements. En dépit de plusieurs tentatives de réformes d'ajustement structurel, les résultats économiques du Niger ont été peu satisfaisants, le PNB n'ayant pas cessé de diminuer et la pauvreté d'augmenter. L'inefficacité de la gestion économique a suscité une croissance rapide du secteur informel au détriment de l'économie formelle ainsi que l'évasion fiscale et douanière.

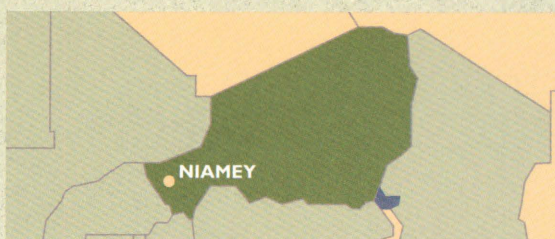
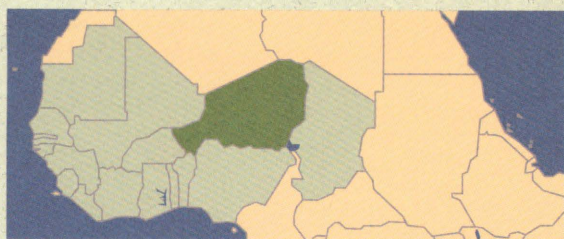
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Niger **N**

Economic indicators

GNP per capita
158 ECU (1996)

European imports from...
37 504 730 ECU (1997)

Radioactive elements
44%

European Exports to...
148 376 810 ECU (1997)

Debt service / exports
19.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
3.28% (1995-96)

Primary schooling rate
28.8% (1996)

Secondary schooling rate
7.8% (1996)

Urbanisation rate
19% (1996)

A huge landlocked Sahelian country, Niger is not particularly urbanised. Its economy is largely dependent on the rural sector which employs 80% of the active population. Niger ranks among the poorest countries in the world.

Independent since 1960, Niger became a multi-party democracy after elections in 1993. This resulted in political 'cohabitation' between the President and the Prime Minister and the resulting tensions provoked a military coup in January 1996. This led to a suspension of European Union aid for six months, although humanitarian aid given directly to the population continued.

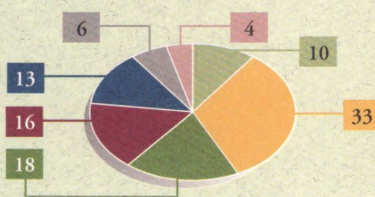
The progressive return to constitutional normality prompted the EU to resume cooperation, while remaining vigilant as regards the respect of the basic liberties of the people of the country. At the end of 1997 a development cooperation strategy was approved for the implementation of the 8th EDF. The strategy focuses on food security and human resources. This strategy will be reflected in a National Indicative Programme which has been allocated an indicative sum of ECU 160 million. There will also be significant additional resources to support mining development and the structural adjustment programme. Niger is implementing a three-year economic and financial programme which has been supported, since June 1996, by the Bretton Woods institutions and other donors.

The EU has actively participated in efforts to develop Niger since the first European Development Fund. The 7th EDF NIP (ECU 143.9 million) concentrated, above all, on developing the rural sector and the private sector. Structural adjustment resources (ECU 22.4 million) have been concentrated, in the main, on strengthening health and education. Sysmin funds have been used to develop road infrastructures. Meanwhile, European Community budget resources have helped strengthen food security.

Economic growth occurred from 1976 to 1981, thanks to developments in the uranium sector. Since the 1980s, Niger has suffered serious imbalances in its public finances and balance of payments. Despite several attempts at structural adjustment reform, economic results have been disappointing. GDP has continued to contract and poverty has increased significantly. Inefficient economic management has spurred rapid growth in the informal sector. This has been to the detriment of the formal economy and is manifested in customs duty/tax evasion.

FED EDF

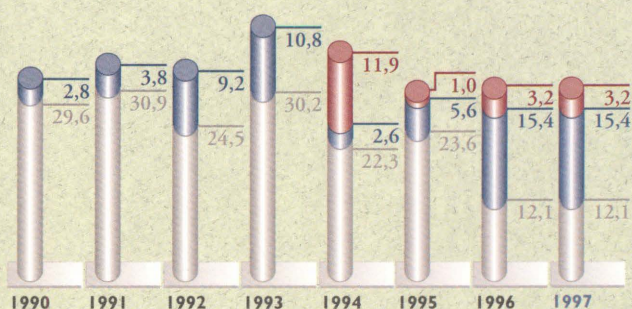
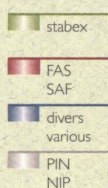
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Nigeria

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 923 770

126 929 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
189 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

4 321 628 190 ECU (1997)

Pétrole brut 83%

Exportations européennes
vers...

2 708 360 640 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

12,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

70,6% (1996)

secondaire

17,7% (1996)

Taux d'urbanisation

40% (1996)

Le Nigéria est le plus grand Etat de l'Afrique Occidentale Côtière. Situé dans le Golfe de Guinée, il comprend de nombreux types de végétation, allant des forêts tropicales dans le sud du pays au semi-désert du nord.

Indépendant depuis 1960, le Nigeria est devenu le 10^e pays le plus peuplé du monde. Un Africain sur cinq est Nigérien.

Le Nigéria possède d'importantes ressources naturelles. La découverte de pétrole au début des années 60, dans le sud du pays, a entraîné un boom économique et des investissements considérables dans le secteur industriel. Toutefois, la chute des prix du pétrole et la forte diminution des revenus pétroliers qui s'ensuivit ont eu un impact négatif majeur sur l'économie du pays. L'économie nigérienne exerce une très grande influence sur la région ouest-africaine: 80% environ des produits commercialisés en Afrique occidentale proviennent du pays.

L'Union Européenne est, traditionnellement, le plus grand importateur des produits du Nigéria. Les quatre Conventions de Lomé successives depuis 1975 ont alloué au pays plus d'un milliard d'Ecus, dont à peu près 650 millions sous forme d'aide programmable, et plus de 370 millions d'Ecus sous forme de prêts sur ressources propres de la Banque Européenne d'Investissement.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (365 millions d'Ecus) est l'un des plus importants jamais signés avec un pays ACP. Ces ressources sont utilisées en priorité pour le développement des ressources humaines, la conservation et la protection de l'environnement en liaison avec le développement de l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable, la formation et l'appui au développement institutionnel. Le programme de coopération institutionnelle est le plus important de tous les pays ACP.

Sur le plan régional, le Nigéria a bénéficié des fonds FED alloués aux programmes panafricains de lutte contre la peste bovine, pour le lancement d'un satellite de télécommunication, pour la recherche agricole et la protection des côtes.

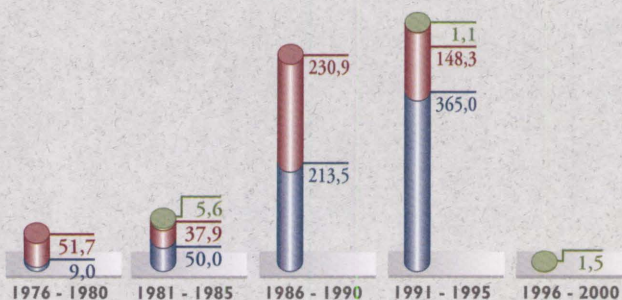
La détérioration du climat politique et économique en 1994 a été à l'origine de difficultés dans l'exécution des projets. C'est essentiellement sur la situation préoccupante des droits de l'homme qu'a porté l'attention de l'UE. Cette situation a empiré en 1995 avec la question Ogoni qui a conduit l'UE à adopter une série de sanctions couvrant, entre autres, la vente d'armes, la suspension de la coopération au développement, la restriction dans l'octroi des visas diplomatiques et le boycott sportif. Ces sanctions furent reconduites en 1996 et ce, jusqu'au premier novembre 1998, ce qui signifie que pratiquement tous les programmes de Lomé IV ont pris fin. Quelques projets d'aide d'urgence se poursuivent toutefois, notamment ceux prodigués par des ONG. Les sanctions autorisent donc l'assistance au respect des droits de l'homme et à la démocratie, toute coopération d'un autre type restant bloquée.

Les ressources de la BEI ont été concentrées dans le secteur de l'énergie, des PME, de l'agro-industrie et d'autres secteurs productifs. Le Nigéria n'ayant pas payé les arriérés de sa dette, la BEI a suspendu ses programmes depuis 1994.

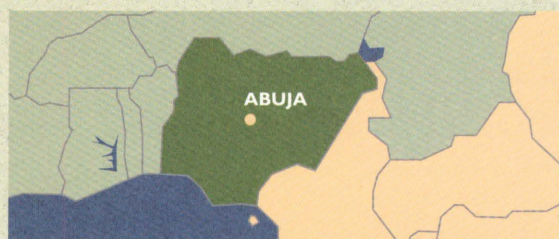
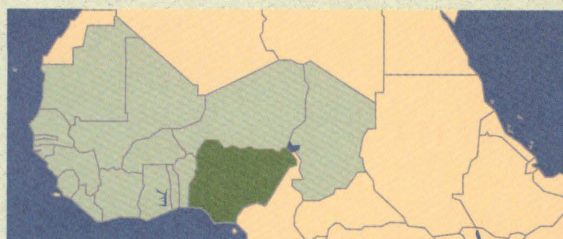
FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Nigeria

N

Economic indicators

GNP per capita
189 ECU (1996)

European imports from...
4 321 628 190 ECU
(1997)

Crude oil 83%

European Exports to...
2 708 360 640 ECU
(1997)

Debt service / exports
12.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.8% (1995-96)

Primary schooling rate
70.6% (1996)

Secondary schooling rate
17.7% (1996)

Urbanisation rate
40% (1996)

Nigeria is the largest West African coastal state. It is located on the Gulf of Guinea, and encompasses a very wide diversity of habitats, ranging from tropical rain forests in the South, to semi-desert in the extreme North.

Nigeria, which gained independence in 1960, is the tenth most populous country in the world. One in five Africans are Nigerian.

Nigeria has abundant natural resources. The discovery of oil in the South in the late 1950s and early 1960s led to an economic boom and considerable investment in the industrial sector. However, the collapse of oil prices, and the resulting fall in income from this resource, has had a serious negative impact on the economy. Nigeria's economy has a major influence on the wider West Africa region. Around 80% of the products sold in West Africa originate in Nigeria.

The European Union has traditionally been Nigeria's most important export market. In terms of development cooperation, the country has been allocated a total of more than ECU 1 billion under the four successive Lomé Conventions since 1975. Of this, about ECU 650 million is in grant form, with more than ECU 370 million in the form of loans managed by the European Investment Bank. The first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 365 million), is the largest of any ACP country. These resources are focused on human resource development, conservation and protection of the environment linked with agricultural development, provision of drinking water, training and institutional support. The institutional cooperation programme is the largest of any ACP country.

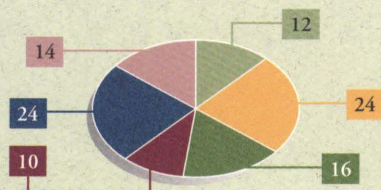
Nigeria has also benefited from regional EDF funds allocated to the Pan-African Rinderpest programme, an Aeronautical Satellite Telecommunications programme, agricultural research and the fight against coastal erosion.

The deterioration of the political and economic climate during 1994 led to difficulties in project implementation. The attention of the EU was focused on the serious human rights situation. The problem was exacerbated by the execution of nine Ogoni leaders in November 1995. This led the EU to introduce a series of sanctions which included, among other things, an embargo on arms sales, the suspension of development cooperation, visas restrictions for high level visits, and a sports boycott. In 1996, these sanctions were extended to 1 November 1998 and virtually all Lomé IV programmes have been brought to an end. Some emergency and humanitarian aid has, however, been continued, as has aid provided by NGOs. The sanctions allow for assistance in support of human rights and democracy as well as poverty alleviation. All other cooperation remains blocked.

EIB resources have been focused on the energy sector, small and medium-sized enterprises, agro-industries and other productive sectors. Regrettably, as a result of non-payment of arrears, all EIB programmes in Nigeria have been at a standstill since 1994.

FED EDF

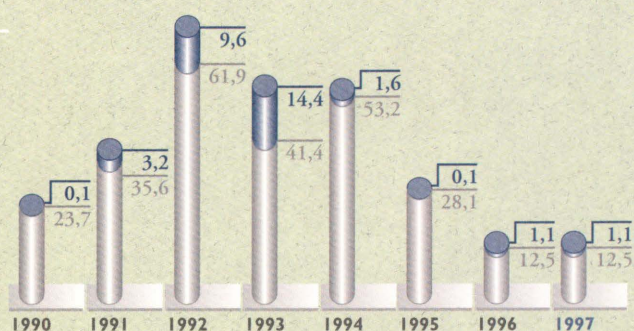
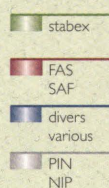
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Papua - New Guinea

PACIFIQUE

PACIFIC

462 840

4 074 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
906 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

359 866 000 ECU (1997)

Huile de palme 25%
Café 37%

Exportations européennes
vers...

64 652 910 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

20,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

75,1% (1996)

secondaire

14,9% (1996)

Taux d'urbanisation

16% (1996)

La Papouasie-Nouvelle-Guinée comprend la moitié de l'île de Nouvelle-Guinée et quelques 600 autres îles au nord et à l'est. La diversité du pays s'illustre par le fait que près de 700 langues y sont parlées. La Papouasie Nouvelle-Guinée est indépendante depuis 1975.

Le pays est très riche en ressources naturelles mais son essor économique a été entravé par plusieurs facteurs. Le taux d'alphabétisation des adultes est seulement de 45%. Le terrain est accidenté et le manque de routes reliant les provinces rend les coûts de transport élevés. Le conflit armé qui a éclaté autour de la mine de cuivre de Bougainville (qui avant sa fermeture contribuait pour 10% au PIB et pour 36% aux recettes d'exportation) a eu des implications importantes dans la vie économique et politique du pays.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est devenue membre de la Convention de Lomé en 1978 et l'Union Européenne en est le second donateur après l'Australie. Sous Lomé I, II et III les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) se sont élevés à 667,5 millions d'Ecus, attribués en majeure partie à l'amélioration de l'infrastructure routière. Parmi les autres secteurs de développement sont compris: le développement rural (microprojets, élevage et énergie), ainsi que la formation et le commerce. Une subvention de 30 millions d'Ecus du fonds du Sysmin sous Lomé II a été utilisée en priorité pour l'amélioration et la réhabilitation des ponts et des routes.

Sous Lomé IV, 46,2 millions d'Ecus ont été alloués au titre du PIN. S'y ajoutent à ce jour 22,5 millions d'Ecus, alloués en appui à l'ajustement structurel. En 1994, 5 millions d'Ecus supplémentaires issus du budget UE ont été alloués à un projet de gestion et de conservation durable de la forêt tropicale. Pour le PIN, les deux secteurs privilégiés sont le développement des ressources humaines et le développement rural. Un des principaux projets du premier secteur est axé sur l'amélioration de l'infrastructure de l'enseignement des deuxième et troisième cycles. Dans le second secteur, sont envisagées entre autres, des actions en faveur de la protection de l'environnement, comme par exemple un projet de surveillance écologique des mines. Le PIN au titre du second protocole financier de Lomé IV fut signé en 1997. Un montant indicatif de 50 millions d'Ecus a été alloué exclusivement sous forme de dons. Par ailleurs, la BEI a affirmé qu'elle envisage un montant de 35 millions d'Ecus comme assistance globale.

Les deux secteurs prioritaires de ce PIN sont le développement des ressources humaines et le développement de l'environnement rural.

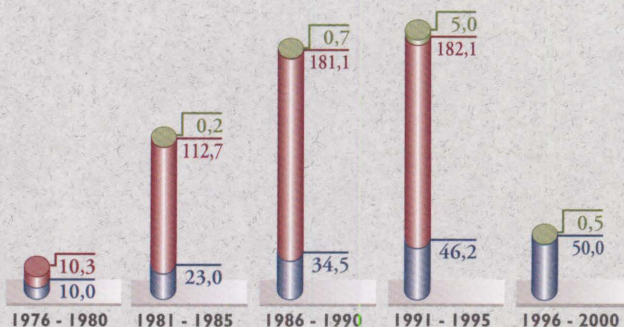
Depuis Lomé I, les transferts Stabex se sont élevés à plus de 230 millions d'Ecus dont 72 millions au cours des quatre premières années de Lomé IV, permettant de compenser les pertes des exportations de café, cacao, huile de palme et dérivés de noix de coco.

Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue jusqu'à présent, pour 64 millions d'Ecus dont 41 millions sur ces ressources propres.

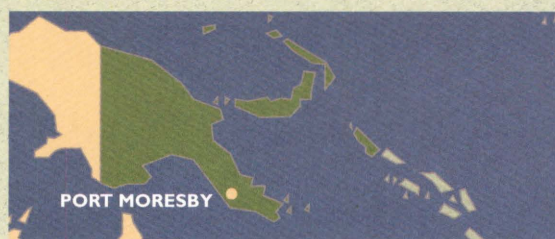
FED + budget

EDF + budget
dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors



Papua - New Guinea

P

Economic indicators

GNP per capita
906 ECU (1996)

European imports from...
359 866 000 ECU
(1997)

Palm oil 25%
Coffee 37%

European Exports to...
64 652 910 ECU
(1997)

Debt service / exports
20.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.3% (1995-96)

Primary schooling rate
75.1% (1996)

Secondary schooling rate
14.9% (1996)

Urbanisation rate
16% (1996)

Papua-New Guinea comprises the eastern half of the island of New Guinea and some 600 other islands to the North and East. Its diversity is illustrated by the fact that approximately 700 languages are spoken. It gained independence in 1975.

The country is very rich in natural resources, but economic growth has been hampered by several characteristics. The adult literacy rate is only about 45%. The rugged terrain and absence of an inter-provincial road network raise transport costs. The outbreak of armed conflict around the Bougainville copper mine (which contributed about 10% of Papua New Guinea's GDP and some 36% of export earnings before its closure) had significant implications for the economic and political life of the country.

Papua New Guinea became a member of the Lomé Convention in 1978 and the European Union is now the most important donor after Australia. Under Lomé I, II and III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of ECU 667.5 million, which have been mainly gone to improving road infrastructure. Other areas of cooperation have included rural development (microprojects, livestock and energy), training and trade. An allocation of Sysmin funds (ECU 30 million) under Lomé II has been used primarily for road and bridge infrastructures and rehabilitation.

Under Lomé IV (7th EDF) ECU 46.2 million was allocated to the NIP. This has been supplemented by ECU 22.5 million for structural adjustment support. In 1994 a further ECU 5 million was allocated from the EU budget for a sustainable forest management and conservation project. The NIP itself concentrates on two sectors; human resource development and rural development. Under the former, a major project deals with infrastructure improvements for secondary and tertiary education, as well as training. Activity under the latter is geared, among other things, to actions to protect the environment, including a project on the environmental monitoring of mines. The NIP of the Lomé IV Second Financial Protocol was signed in 1997. An indicative amount of ECU 50 million has been made available, all in grant form. In addition the European Investment Bank has earmarked an indicative amount of ECU 35 million.

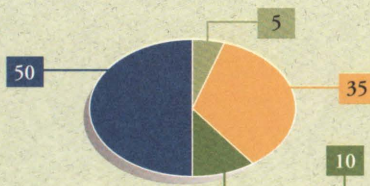
The two focal sectors of the new National Indicative Programme are development of human resources and development of the rural environment.

Stabex transfers of more than ECU 230 million have been made since Lomé I, including ECU 72 million for the first four years of Lomé IV. These have helped make up for shortfalls in foreign export earnings from coffee, cocoa, palm oil and coconut products.

So far, under Lomé IV, ECU 64 million in funding has been approved by the European Investment Bank including ECU 41 million from its own resources.

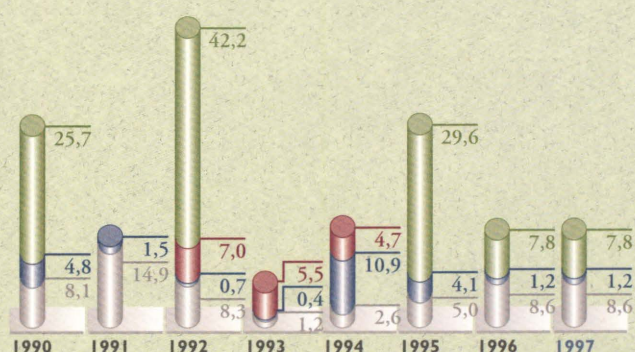
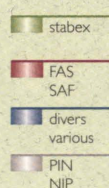
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





República Dominicana

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

48 730



7 915 317

Indicateurs économiques

PNB par habitant

1 236 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

257 407 160 ECU (1997)

Ferro-alliages 36%

Exportations européennes vers...

391 090 000 ECU (1997)

Service de la dette / exportations

7,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

1,5% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

93,2% (1996)

secondaire

83,3% (1996)

Taux d'urbanisation

63% (1996)

La République dominicaine occupe les deux-tiers orientaux de l'île d'Hispaniola, qu'elle partage avec Haïti, et dispose d'une façade sur la mer des Caraïbes et d'une autre sur l'Océan Atlantique.

Le pays a tardivement rejoint le Groupe des Etats ACP en adhérant en 1989 à la quatrième Convention de Lomé. Auparavant, la République dominicaine a bénéficié de l'assistance européenne dans le cadre des relations de coopération avec les pays en développement d'Amérique latine. Ainsi, de 1976 à 1989, elle a reçu une aide de près de 26 millions d'Ecus qui a été principalement consacrée à l'appui au développement rural.

Le processus d'ajustement structurel axé sur la libéralisation de l'économie et engagé de 1990 à mars 1994 a eu des effets très positifs; reprise de la croissance, réduction du déficit public, diminution de l'inflation et renégociation des dettes extérieures. Après une interruption pendant la période électorale, la politique de stabilisation et de réformes structurelles a repris depuis les derniers mois de 1994. Les principales difficultés économiques actuelles du pays concernent la continuité de la croissance, la réduction du déficit extérieur; la réorientation des dépenses publiques vers les secteurs sociaux et surtout la poursuite des réformes structurelles.

Le premier Programme Indicatif National (PIN) du pays - celui de Lomé IV - s'élève à 85 millions d'Ecus. Les actions devant être financées avec ces ressources programmées concernent principalement un programme intégré de développement rural dans le nord-est du pays, un projet hydro-électrique, et deux projets régionaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les autres financements portent notamment sur la fourniture d'une assistance technique, la coopération culturelle, des programmes d'appui au secteur privé, de coopération décentralisée, de conservation des parcs, et de lutte contre le SIDA. Le soutien à l'ajustement structurel prend une place significative avec une allocation de plus de 31 millions d'Ecus, dont 23 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 8,5 millions provenant du PIN. La République dominicaine bénéficie également d'une aide de 23 millions d'Ecus au titre du Sysmin, qui vise à soutenir la mise en oeuvre d'un programme géologique et minier.

Le PIN sur le 8ème FED s'élève à 106 millions d'Ecus. Les trois secteurs de concentration sont: l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de base de santé et d'éducation; l'adduction d'eau et l'assainissement dans les zones urbaines marginales; les réformes institutionnelles et la modernisation de l'État. Hors concentration, on pourra appuyer le secteur agricole, les petites et grandes entreprises et la coopération avec Haïti.

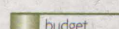
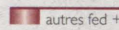
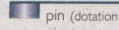
Au niveau régional (PIR Caraïbes), le pays bénéficie de projets dans les secteurs de l'enseignement supérieur; du tourisme, du commerce et de la protection de l'environnement. Des projets de coopération transfrontalières dans le domaine des transports et de l'environnement avec Haïti sont en préparation.

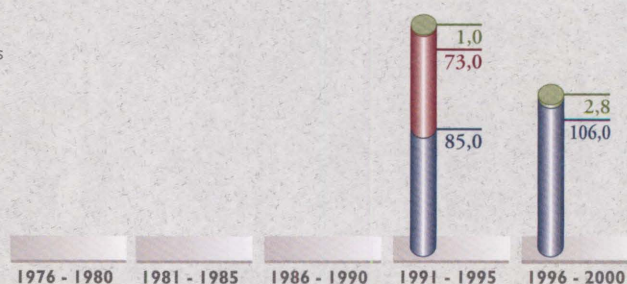
De plus, la Banque Européenne d'Investissement sur les ressources dont elle assure la gestion a déjà engagé 26 millions d'Ecus, au titre des capitaux à risques et 8 millions d'Ecus sur ses ressources propres pour le financement des secteurs de l'énergie et de l'industrie.

Sur les ressources budgétaires de l'Union européenne, des actions relatives à la fourniture d'une aide alimentaire et au cofinancement de projets avec des ONGs (au total 11 millions d'Ecus depuis 1990) ont également été soutenues.

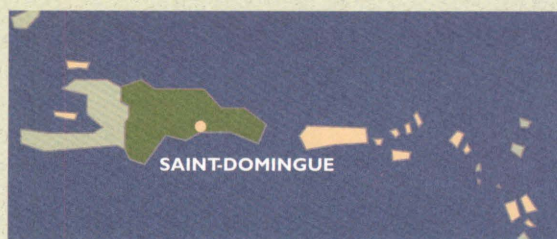
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
-  secteurs sociaux
social sectors
-  ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
-  autres
others



República Dominicana

R

Economic indicators

GNP per capita
1 236 ECU (1996)

European imports from...
257 407 160 ECU
(1997)

Iron compounds 36%

European Exports to...
391 090 000 ECU
(1997)

Debt service / exports
7.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.5% (1995-96)

Primary schooling rate
93.2% (1996)

Secondary schooling rate
83.3% (1996)

Urbanisation rate
63% (1996)

The Dominican Republic makes up two thirds of the island known as Hispaniola which it shares with Haiti, one side facing the Caribbean and the other the Atlantic Ocean.

The country is one of the more recent members of the ACP Group, having joined at the signing of the fourth Lomé Convention in 1989. Previously the Dominican Republic benefited from European aid as part of the European Community's cooperation package with Latin American developing countries. Between 1976 to 1989 the country received almost ECU 26 million in aid mainly for support for rural development.

The structural adjustment reforms undertaken by the country from 1990 to March 1994 focusing on economic liberalisation, have had a very positive impact leading to an improvement in real GDP terms, substantially reduced public debt, a considerable reduction in the inflation rate and renegotiation of the external debt. The difficulties now faced by the country include stimulating economic growth, reducing the trade deficit, boosting public spending levels in the social sectors and especially continuing structural reform.

The first National Indicative Programme (NIP), under Lomé IV, amounts to ECU 85 million. Actions to be funded with programmed resources are an integrated rural development programme in the north-east of the country, a hydro-electricity project, and two regional projects in the health and education sectors. Other projects financed are for the supply of technical assistance, cultural cooperation, the implementation of a support programme for the private sector, decentralised cooperation and fighting AIDS. Support for structural adjustment plays a significant role, with an allocation of more than ECU 31 million, of which ECU 23 million is from the Structural Adjustment Facility (SAF) and 8.5 million from the NIP. The Dominican Republic has also benefited from an ECU 23 million Sysmin grant for a geological and mining programme.

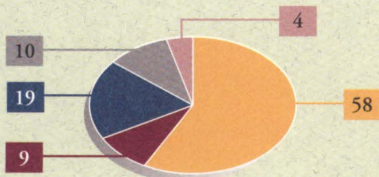
The NIP for the 8th EDF amounts to ECU 106 million. There are three focal sectors: improvement of quality and access to basic health services and education; access to and improved quality of water supply in marginal urban zones, institutional reform and modernisation of the state. In addition support could go to the agricultural sector, small and medium enterprises and cooperation with Haiti. Under the regional programme for the Caribbean the country has benefited from projects in higher education, tourism, trade and environmental protection. Trans-frontier projects, in the transport and environment sectors, that will also benefit Haiti, are being drawn up.

The European Investment Bank has already committed ECU 26 million in risk capital and ECU 8 million from its own resources for financing in the energy sector, and private sector SMEs.

Under the EU's budget resources, actions for the supply of food aid and NGO cofinancing projects (totaling ECU 11 million since 1990) have also been supported.

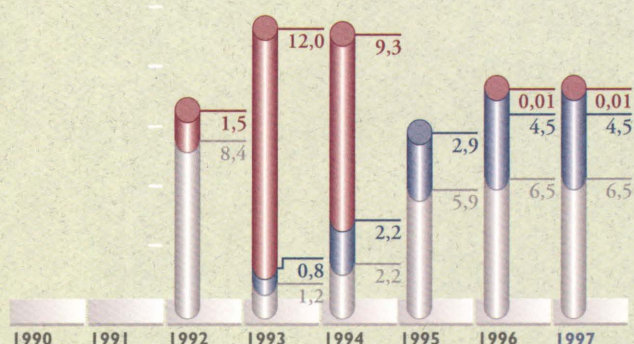
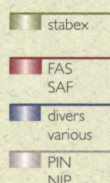
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Rwanda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 26 340

8 330 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
150 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

66 656 240 ECU (1997)

Or 47%

Café 43%

Exportations européennes
vers...

79 017 460 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

5,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

71,2% (1996)

secondaire

9% (1996)

Taux d'urbanisation

6% (1996)

Le Rwanda est un pays enclavé, densément peuplé (plus de 285 habitants au Km² et 800 au Km² cultivé dans certaines provinces), dont la pluviométrie régulière et l'altitude (1300 mètres en moyenne) en font un pays verdoyant. L'économie rwandaise repose sur l'agriculture à 98%: cultures vivrières, thé et café. Toutefois, l'enclavement du pays et son relief l'obligent à concentrer ses efforts de développement sur le secteur des transports et des communications.

Comme celle de son voisin le Burundi, l'histoire du Rwanda est marquée, depuis son indépendance en 1962 par la persistance de graves conflits politiques qui ont abouti, à certaines périodes à des affrontements sanglants et à la guerre civile entre octobre 1990 et juillet 1994, qui a culminé dans le génocide de 1994 avec plus de 800.000 personnes tuées. Le retour de 2 millions de réfugiés qui avaient fui leur pays après le génocide et l'arrivée au pouvoir du FPR, a accentué les problèmes de réconciliation. En même temps, l'insécurité à l'intérieur du pays s'est accrue.

Amorcée dès 1958, la coopération avec l'Union européenne s'est concentrée dans les domaines du développement rural (stratégie alimentaire, développement des cultures d'exportation de haute qualité, infrastructures sociales) et des transports. Une attention particulière a été portée aux réseaux permettant de relier les provinces isolées aux grands axes routiers que sont le Corridor Nord et le Corridor Central.

Dans le cadre de Lomé IV, le Rwanda a bénéficié de 118 millions d'Ecus de ressources programmées. En outre, 14 millions d'Ecus ont été prévus pour des interventions de la Banque européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques. Les autres domaines privilégiés par le Programme Indicatif National de Lomé IV sont la lutte contre le SIDA, l'appui à la décentralisation, l'appui aux PME, les microprojets et la protection de l'environnement. Après les événements de 1994, les reliquats des Fonds FED du PIN, des Fonds Stabex et des Fonds de Contrepartie (au total 67 millions d'Ecus) ont été utilisés pour la phase I du Programme de Réhabilitation. Ceci a été suivi par un deuxième Programme de Réhabilitation de 56 millions d'Ecus.

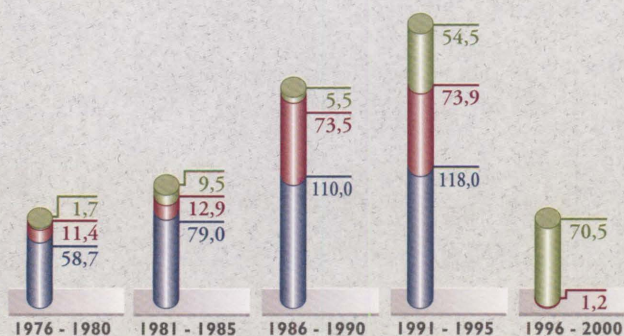
Ces conflits et ces troubles, qui s'ajoutent à ceux du Burundi voisin, expliquent par ailleurs l'envie de l'aide humanitaire allouée en faveur des 2,2 millions de réfugiés et à environ 400.000 personnes déplacées au Rwanda (512 millions d'Ecus de 1993 à février 1996 et 101,5 millions d'Ecus d'aide alimentaire pour la même période). A cela s'ajoutent les allocations aux organisations internationales et aux ONG en matière de Droits de l'Homme, de Réhabilitation et de Sécurité Alimentaire.

Le Rwanda bénéficie aussi d'importantes ressources du Stabex: les transferts financiers sur la période 1990-1992 se sont élevés à 41 millions d'Ecus pour le thé et le café.

FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Rwanda R

Economic indicators

GNP per capita
150 ECU (1996)

European imports from...
66 656 240 ECU
(1997)

Gold 47%
Coffee 43%

European Exports to...
79 017 460 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
5.1% (1995-96)

Primary schooling rate
71.2% (1996)

Secondary schooling rate
9% (1996)

Urbanisation rate
6% (1996)

Rwanda is a landlocked and densely populated country (more than 285 inhabitants per km² and over 800 inhabitants per cultivated km² in some parts). Its regular rainfall and high altitude (average 1300 metres) makes it verdant. The economy is based on agriculture (98%), the main products being food crops, tea and coffee. However, the landscape and the fact that the country is landlocked, mean a concentration of development efforts in the transport and communications sector:

Like its neighbour Burundi, Rwanda's history has been marked, since independence in 1962, by continual serious political confrontations at times leading to bloody conflicts. The civil war, which lasted from October 1990 to July 1994, culminated in the genocide in which more than 800,000 people were killed. The return of two million refugees who had fled following the genocide, and the accession to power of the FPR, have accentuated the problems involved in achieving reconciliation. In the meantime, insecurity inside the country has increased.

Since 1958 cooperation with the European Union has concentrated on rural development (food strategy, development of high-quality export crops, social infrastructures) and transport. Particular attention has been given to networks linking isolated provinces to the country's two large roads, the Northern and Central Corridors.

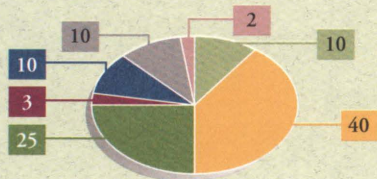
In the framework of Lomé IV, Rwanda was granted ECU 118 million in programmable resources. Moreover ECU 14 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital. Other areas earmarked by the Lomé IV National Indicative Programme were the fight against AIDS, support for decentralisation, support for SMEs, micro-projects and environmental protection. Following the events of 1994, outstanding sums from the NIP, Stabex fund, and counterpart funds (totalling ECU 67 million) have been used for Phase I of the rehabilitation programmes. This has been followed-up by a second rehabilitation programme (ECU 56 million).

The conflicts and the ensuing problems, added to those of neighbouring Burundi, explain the scale of humanitarian aid allocated for the 2.2 million refugees and 400,000 displaced persons in Rwanda (ECU 512 million from 1993 to 1996 and ECU 101.5 million in food aid). In addition, funds have gone to international organisations, NGOs supporting human rights projects and co-financing activities.

Rwanda also received substantial Stabex funds; transfers between 1990 and 1992 amounting to ECU 41 million for tea and coffee.

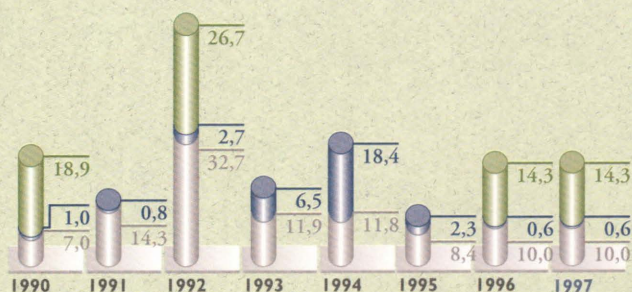
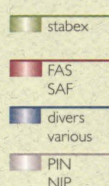
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Kitts and Nevis

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

360



na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant

4 584 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

13 925 790 ECU (1997)

Sucres de canne 92%

Exportations européennes vers...

18 112 910 ECU (1997)

Service de la dette / exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

0,0% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

St-Kitts-et-Nevis est un Etat fédéral. Il a acquis son indépendance en 1983, après 16 ans d'autonomie en association avec le Royaume-Uni.

Malgré une importante production sucrière en baisse depuis le début des années 1980, l'économie de St-Kitts-et-Nevis a connu une période de forte croissance. Cette prospérité est due à la diversification entreprise à la fois dans le secteur du tourisme et celui des produits manufacturés. Cependant, l'économie souffre de contraintes que connaissent les petites îles: marché intérieur et ressources limitées, dépendance vis-à-vis de l'extérieur, risques liés aux conditions climatiques (tempêtes et sécheresses).

St-Kitts-et-Nevis a bénéficié de 4 millions d'Ecus sous Lomé I et II en qualité de pays et territoire d'outre-mer. Sous Lomé III, il lui a été alloué la somme de 3,5 millions d'Ecus dans le cadre du Programme Indicatif National. L'assistance porte principalement sur l'infrastructure sociale, en particulier la construction d'écoles primaires et centres sociaux, ainsi que l'amélioration du système de distribution de l'eau.

A la suite des violentes tempêtes de 1980, des cyclones Hugo en 1989, Luis et Merylin, St-Kitts-et-Nevis a bénéficié d'aides d'urgence.




Sous Lomé IV (7ème FED), 80% des 2,5 millions d'Ecus du Programme Indicatif National furent octroyés pour le développement du service sanitaire, en particulier pour la réhabilitation des hôpitaux. La santé reste le secteur principal aux termes de Lomé IV bis, avec 90% du montant total de 3 millions d'Ecus englobés dans les ressources du 7ème FED pour lesdits projets d'hôpitaux. Les 10% restants sont consacrés à la lutte anti-drogue conformément au Plan d'action des Barbades. Les fonds disponibles dans le cadre du 8ème FED s'élèvent à 3 millions d'Ecus.

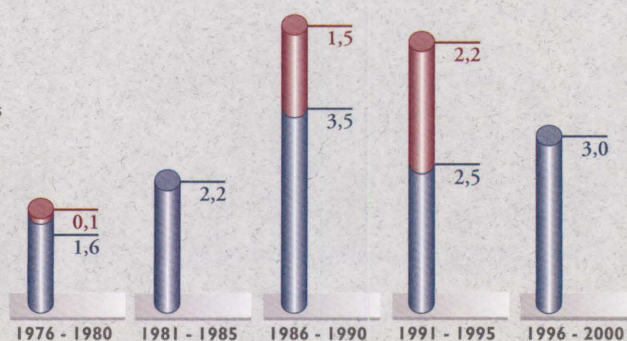
Afin d'agrandir l'aéroport de Nevis, la Banque Européenne d'Investissement a engagé 2 millions d'Ecus à titre de capitaux à risques (minimum garanti: 1 million d'Ecus).



Le Protocole sur le sucre profite également à St-Kitts-et-Nevis en lui accordant un quota de 15.590 tonnes de sucre blanc par an. Une grande partie de la production sucrière est exportée vers l'UE, avec un total à l'exportation vers la Communauté de 16.210 tonnes d'une valeur de 8,3 millions d'Ecus.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  secteurs sociaux
social sectors
-  autres
others



Saint Kitts and Nevis

S

Economic indicators

GNP per capita
4 584 ECU (1996)

European imports from...
13 925 790 ECU
(1997)

Cane-sugar 92%

European Exports to...
18 112 910 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.0% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

St Kitts (short for St Christopher) and Nevis is a federal state. It achieved full independence in 1983, after 16 years of self-government as an associated state of the United Kingdom.

Despite the importance of sugar production, which has been in decline since the beginning of the 1980s, the economy of Saint Christopher and Nevis has been through a period of strong growth. This prosperity is due to diversification undertaken at the same time in the tourism and manufactured goods sectors. However, the economy has been weakened by limitations typical for small islands: limited domestic market and resources, dependence on the outside world, and climatic risks (storms and droughts).

Saint Kitts and Nevis received almost ECU 4 million from Lomé I and Lomé II, as an Overseas Country and Territory (OCT). Under Lomé III, the National Indicative Programme allocated ECU 3.5 million. The assistance was mainly for social infrastructure including, in particular, the construction of primary schools and social centres as well as the improvement of the water distribution system.

Following violent storms in 1980, Hurricane Hugo in 1989 and Hurricanes Luis and Merylin, and Cyclone Luis, Saint Kitts and Nevis received emergency assistance.

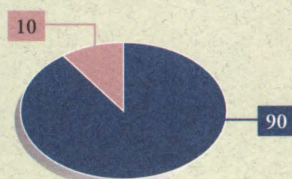
Under Lomé IV (7th EDF), some 80% of the ECU 2.5 million NIP was allocated for the development of the health service, in particular the rehabilitation of hospitals. Health is still the main focal sector under Lomé IV bis (8th EDF). 90% of the ECU 3 million in the NIP is being pooled with remaining 7th EDF resources for the above-mentioned hospital projects. The remaining 10% is earmarked for drugs control within the framework of the Barbados Plan of Action, specifically for demand reduction.

The European Investment Bank has already committed ECU 2 million as risk capital for upgrading the Nevis airport (minimum guarantee: ECU 1 million).

Saint Kitts and Nevis also benefits from the Lomé Sugar Protocol which grants a quota of 15,590 tonnes of white sugar equivalent per year. Most of the country's sugar is exported to the EU (exports amounted to 16,120 tons for a total value of ECU 8.3 million).

FED
EDF

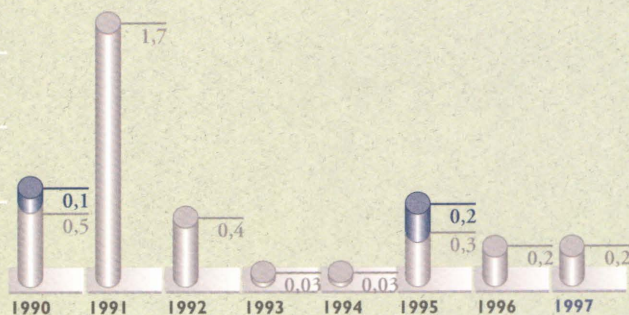
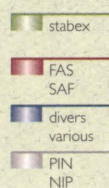
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint-Lucia

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

620



142 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 701 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

51 212 420 ECU (1997)

Bananes 90%

Exportations européennes
vers...

36 104 130 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Sainte Lucie est le pays le plus peuplé de l'organisation des Etats de l'Est des Caraïbes (OECS). Indépendant depuis février 1979, Sainte Lucie réalise de véritables performances économiques depuis 1982.

A la fin des années 1980, Sainte Lucie a enregistré une forte croissance en PNB réel, grâce à l'accroissement de la production bananière et au dynamisme de son secteur touristique.

Les problèmes que le secteur bananier a rencontrés ces dernières années ont profité à d'autres productions non traditionnelles, comme celles de l'arbre à pain, du poivre et des mangues. Une politique de contrôle des naissances a également été instaurée.

Depuis 1976, Sainte Lucie a bénéficié d'un montant de 17,9 millions d'Ecus dans le cadre du Programme indicatif national (PIN), sous Lomé I à IV. L'aide de l'UE était principalement axée sur le développement rural, la diversification de l'agriculture et l'infrastructure rurale, ajoutée à cela une plus grande assistance en matière de développement des ressources humaines. Les 2,5 millions d'Ecus prévus pour le financement d'un projet d'hôpital, par le 7ème FED, n'ont pu être engagés pour cause d'insuffisance de fonds.

L'enveloppe financière sous Lomé IV bis s'élève à 6 millions d'Ecus. La coopération aux termes du PIN du 8ème FED consiste principalement dans l'amélioration des services de santé de Sainte Lucie, notamment par le financement de l'hôpital Victoria en *Castries*. Environ 92% de l'enveloppe indicative du 8ème FED et le report du 7ème FED (d'un montant total approximatif de 8,7 millions d'Ecus) seront versés dans cette perspective.

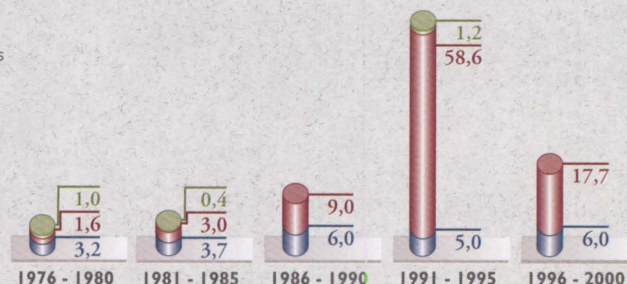
Compte tenu de la trop grande dépendance de Sainte Lucie par rapport à ses exportations de bananes (de l'ordre de 50% des produits exportés), l'UE a alloué des fonds considérables pour la restructuration de l'industrie bananière, la diversification agricole et économique. Les transferts au titre du Stabex (47,7 millions d'Ecus sous Lomé IV et IV bis), complétés par les fonds supplémentaires d'aide spéciale aux producteurs ACP traditionnels de bananes en assurent le financement. Les fonds issus du Stabex ont également servi à mettre en place une sécurité sociale pour atténuer le revers des réformes économiques et réduire la pauvreté.

L'UE a largement contribué au financement de l'urgence et de la réhabilitation (plus d'un million d'Ecus), à la suite des cyclones qui ravagèrent l'île en 1980, 1983 et 1994.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Saint-Lucia



Economic indicators

GNP per capita
2 701 ECU (1996)

European imports from...
51 212 420 ECU (1997)

Bananas 90%

European Exports to...
36 104 130 ECU (1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.3% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Saint Lucia is the most populated country of the Organization of the East Caribbean States (OECS). Independent since February 1979, its economic performance has remained strong since 1982.

During the late 1980s, Saint Lucia recorded strong growth in real GNP, provoked by expansion in banana output combined with the dynamic performance of the tourism sector. Problems with the banana sector over the last few years have increased the importance of non traditional agricultural commodities, such as breadfruit, pepper and mangoes. Birth control policy has also been implemented.

Since 1976, Saint Lucia has directly benefited from ECU 17.9 million under the Lomé I to IV National Indicative Programmes. Past EU assistance has largely focused on rural development, agriculture diversification and rural infrastructure, complemented with further assistance in the area of human resource development. An allocation of ECU 2.5 million from 7th EDF resources was foreseen for the funding of the Victoria Hospital project, but it could not be committed due to insufficiency of funds.

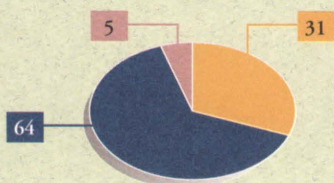
Under Lomé IV bis the financial envelope is ECU 6 million. The focal sector for future cooperation under the NIP (8th EDF) is the strengthening of Saint Lucia's health services, in particular through the funding of the Victoria Hospital in Castries. Approximately 92% of the envelope together with the balance of the 7th EDF (giving an approximate total ECU 8.7 million) will be allocated to this objective.

Recognising Saint Lucia's over-dependence on banana exports (traditionally more than 50% of all merchandise exports), substantial EU resources have been allocated to support the restructuring of the banana industry, agriculture diversification and economic diversification. The funding for this support is primarily from Stabex transfers (ECU 47.7 million under the two financial protocols of Lomé IV), complemented with additional resources from the budget line for special support to traditional ACP banana suppliers. The setting up of a social safety net to attenuate the negative effects of the economic reforms underway and contribute to poverty alleviation is also being supported from Stabex funding.

Substantial resources have also been provided from the EU budget as emergency and rehabilitation assistance (over ECU 1 million) following hurricanes which struck the island in 1980, 1983 and 1994.

FED EDF

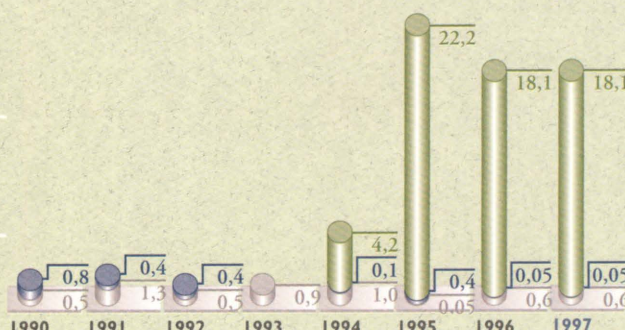
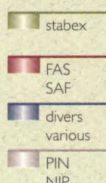
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Vincent and the Grenadines

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 390
 112 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 859 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

103 275 840 ECU (1997)
 Paquebots, Yachts 61%

Exportations européennes vers...

53 664 570 ECU (1997)

Service de la dette / exportations

7,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population

0,0% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Saint Vincent et les Grenadines sont formés d'une chaîne d'îles à l'est de la Mer des Caraïbes, dont la plus grande, Saint Vincent, vit sous la menace du volcan de la Soufrière. Le pays a accédé à l'indépendance en 1979.

Au milieu des années 1980, le gouvernement a dû affronter de nombreux problèmes, notamment le déficit des finances publiques, et relever des défis tels que l'établissement d'un contexte favorable à l'investissement, la réforme foncière et la diversification de l'agriculture. Après une période exceptionnelle comprise entre 1985 et 1989, la croissance économique s'est fortement ralentie et, depuis 1990, le chômage a augmenté et le personnel qualifié dans les domaines technique et administratif fait défaut.

L'exploitation agricole, en particulier celle de la banane, est le secteur principal de l'économie qui fait vivre des milliers de petits exploitants. L'exportation de bananes vers le marché européen, spécialement garantie par le système de préférences du Protocole de Lomé en faveur des pays ACP exportateurs traditionnels, est largement en tête des exportations nationales et constitue pour le pays une source considérable de devises étrangères. Cependant, les changements dus au Marché unique européen ont affecté le secteur, ce qui a conduit le gouvernement, ainsi que la plupart des îles de la région, à promouvoir la diversification agricole et le tourisme.




Sous les quatre premières Conventions de Lomé, le pays a bénéficié d'une aide de plus de 25 millions d'Ecus, pour la réalisation de projets dans trois principaux secteurs: la santé, le développement agricole et rural ainsi que l'équipement en matière de transport, notamment le projet d'aéroport à *Bequia* l'unique grand projet financé par le 6ème FED dans l'est des Caraïbes, auquel le Programme indicatif national et le Fonds régional des Caraïbes (PIN) ont respectivement contribué pour des montants de 2 millions et 16,5 millions d'Ecus.

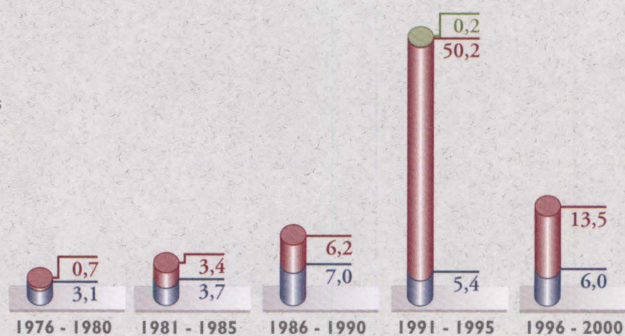
Sous Lomé IV bis, l'enveloppe financière correspondant au PIN du 8ème FED s'élève à 6 millions d'Ecus. L'éducation est le secteur principal qui fait l'objet de la future coopération sous le 8ème FED; l'UE soutiendra les efforts de Saint Vincent pour améliorer la qualité de l'infrastructure éducative et les mesures prises en matière de formation des enseignants et de réformes sectorielles. Cela se concrétisera par la création d'une Communauté de collèges multidisciplinaires, fondée sur le système du baccalauréat, financé par les 6ème et 7ème FED OECS du Programme régional de l'enseignement secondaire. Environ 85% de l'enveloppe indicative du 8ème FED sera allouée dans cette perspective.

Compte tenu de la trop grande dépendance de Saint Vincent par rapport à ses exportations de bananes (lesquelles représentent traditionnellement plus de 40% des produits exportés), des fonds considérables ont été versés par l'UE pour la restructuration de l'industrie bananière, la diversification agricole et économique. Ce financement est en premier lieu alimenté par les transferts au titre du Stabex, d'un montant de 53,3 millions d'Ecus pour la période 1993/1996, complétés par les ressources de la ligne budgétaire d'aide spéciale aux pays ACP fournisseurs traditionnels de bananes. Les fonds issus du Stabex ont également servi à mettre en place une sécurité sociale pour atténuer le revers des réformes économiques et réduire la pauvreté.

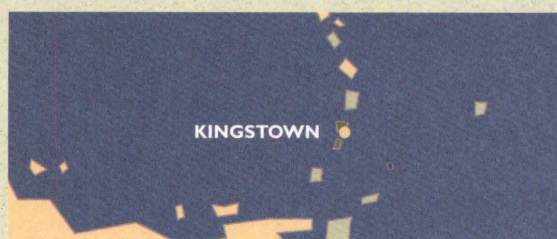
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



 environnement
 environment
 développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 développement minier et industriel/PME
 mine and industry development/SME's



Saint Vincent and the Grenadines

S

Economic indicators

GNP per capita	1 859 ECU (1996)
European imports from...	103 275 840 ECU (1996)
Ships, Yachts	61%
European Exports to...	53 664 570 ECU (1996)
Debt service / exports	7.1% (1995)

Social indicators

Population growth rate	0.0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Saint Vincent and the Grenadines consists of a chain of islands in the Eastern Caribbean Sea, of which the biggest Saint Vincent, lives under the threat of the volcano, La Soufrière. The country achieved independence in 1979.

Since the mid-1980s, the Government has faced a series of difficulties, including the public deficit, and challenges, such as establishing a favourable climate for investment, land reform and agricultural diversification. Although the economy registered exceptional growth rates between 1985 and 1989, real growth slowed thereafter. Since 1990, there has been a high level of unemployment and a lack of skilled technical and administrative personnel.

Cash crop farming, in particular bananas, is the main economic sector providing a living for thousands of small farmers. Banana exports to the European market, under the special Lomé Protocol which guarantees a preferential situation to traditional ACP exporting countries, largely dominates national exports and provides the country with a substantial source of foreign currency. However, changes in the banana sector, following the 1993 Single European Market, have led the Government - like many other islands in the region - to emphasis the promotion of agricultural diversification and tourism.

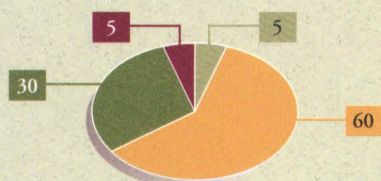
Under the first four Lomé Conventions the country benefited from more than ECU 25 million in aid. This has been used to implement projects in three main sectors: health, agriculture/rural development and transport infrastructure. The Bequia airport project - the largest single scheme financed under the 6th EDF in the Eastern Caribbean, has received a contribution of ECU 2 million from the National Indicative Programme (NIP) and ECU 16.5 million from Caribbean Regional Funds.

Under Lomé IV bis the financial envelope for the 8th EDF NIP is ECU 6 million. The focal sector for future cooperation is education: the EU will support St. Vincent's efforts to improve the quality of its educational infrastructure, as well as measures in the fields of teacher training and sectoral reforms. Practical assistance will go towards the development of a multi-disciplinary Community College, building on the existing 'A-Level' College, funded from the 6th and 7th EDF OECS Regional Tertiary Education Programme. Approximately 85% of the 8th EDF indicative envelope will be allocated to this objective.

Recognising Saint Vincent's over dependence on banana exports (traditionally more than 40% of all merchandise exports), substantial EU resources have been allocated to support the restructuring of the banana industry, agriculture diversification and the economic diversification. The funding for this support is primarily from Stabex transfers amounting to ECU 53.3 million for the period 1993-96 complemented with additional resources from the budget line for special support to traditional ACP suppliers of bananas. The setting up of a social safety net to attenuate the negative effects of the economic reforms underway and contribute to poverty alleviation is also being supported from Stabex funding.

FED EDF

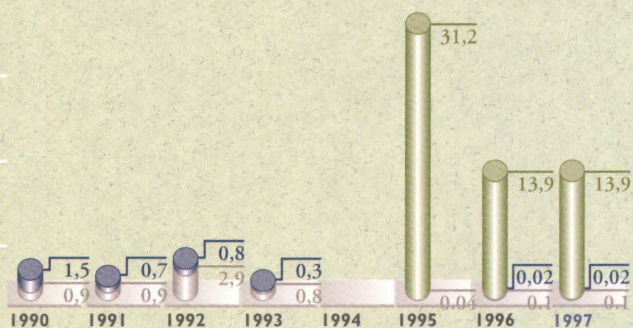
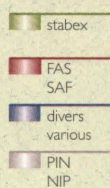
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Samoa

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
945 ECU (1996)

Importations européennes
 en provenance de...

3 341 040 ECU (1997)

Coprah **70%**

Exportations européennes
 vers...

4 807 850 ECU (1997)

Service de la dette /
 exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

1,2% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

La Samoa est formée de deux îles principales (Upolu et Savai'i) et de plusieurs petites îles. Ce sont les premières îles de la région du Pacifique Sud à avoir acquis une pleine indépendance en 1962. Un référendum a instauré le suffrage universel en 1990, bien qu'il ait été décidé par la même occasion que seuls les Matais seraient éligibles au Parlement.

L'économie de Samoa est dominée par le secteur primaire, avec une agriculture de subsistance d'une importance cruciale. Les revenus procurés par les principaux produits d'exportation agricoles, (le coprah et l'huile de noix de coco), ont souffert de la chute des cours mondiaux et de l'impact de deux cyclones dévastateurs ces dernières années (Ofa en 1990, et Val en 1991). Des petites industries se sont cependant développées dans les secteurs de la transformation alimentaire et des pièces détachées, et les exportations d'huile et de crème de coco ont augmenté vers la moitié des années 90.

La Samoa reste dépendante de l'aide étrangère et des revenus provenant de son importante communauté (environ 100.000 personnes) d'émigrés, se trouvant principalement en Nouvelle Zélande et aux Etats-Unis.

Depuis la première Convention de Lomé (près de 29 millions d'aide programmée), l'aide de l'Union Européenne a été concentrée sur le secteur énergétique. Trois centrales hydroélectriques ont été construites.

Sous Lomé I et II, des projets visant à améliorer le petit cheptel, ainsi que la manutention et le stockage du coprah ont été soutenus.

Tout au long des différentes Conventions de Lomé, les transferts Stabex effectués en compensation des pertes de recettes des exportations agricoles ont été importants (25 millions d'Ecus depuis Lomé I).

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (9 millions d'Ecus) est axé sur le secteur social auquel il faut ajouter 11,5 millions d'Ecus du second protocole financier de Lomé IV., ce qui permettra de développer l'adduction d'eau en milieux ruraux.

En outre, au titre des capitaux à risques, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a mis 1,5 million d'Ecus à la disposition de la Banque de Développement de Samoa pour le financement de petites et moyennes entreprises dans les domaines de l'industrie, de l'agro-industrie, des pêcheries, du tourisme, des transports et des infrastructures productives.

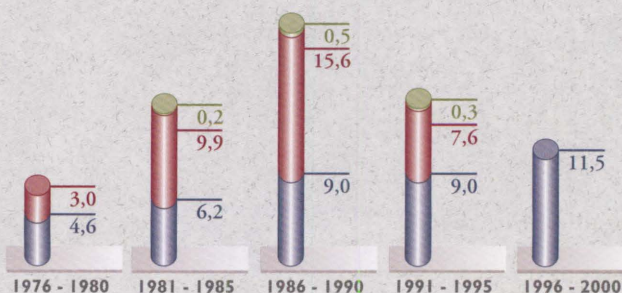
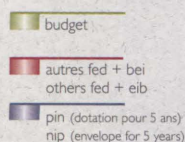
En février 1997, le PIN au titre du second protocole de Lomé IV (8ème FED) fut signé (11,5 millions d'Ecus), avec les infrastructures sociales et économiques comme secteurs de prédilection. La proposition de financement du Programme rural d'adduction d'eau, représentant 10 millions des ressources du 8ème FED et 5,6 millions des ressources restantes des 6ème et 7ème FED, a été finalisée, et un Programme de «conscience publique» sera prioritairement mis en œuvre.

En octobre 1997, la BEI a approuvé un prêt sur capital à risque de 4,2 millions d'Ecus en vue de l'extension du projet Afulilo Hydropower (en plus des 2 millions inscrits dans le PIN).

Quant au programme de micro-projets, 60 d'entre eux furent approuvés, totalisant 325 000 Ecus, en particulier dans les domaines éducationnel, sanitaire et halieutique.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million



■ secteurs sociaux
 social sectors
 ■ autres
 others



Samoa

S

Economic indicators

GNP per capita	945 ECU (1996)
European imports from...	3 341 040 ECU (1997)
Copra	70%
European Exports to...	4 807 850 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	1.2% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Samoa, consists of two main islands (Upolu and Savai'i) and several smaller ones. It has an estimated population of 170,000. The country was the first South Pacific island to gain independence in 1962. Universal suffrage was approved by referendum in 1990, though it was also decided that only Matais (traditional chiefs) should be eligible for Parliament.

Samoa's economy is dominated by the primary sector, with subsistence agriculture of crucial importance. Revenues from the main agricultural exports (copra and coconut oil) suffered in the early 1990s from low world market prices and from the impact of two devastating cyclones (Ofa in 1990 and Val in 1991). A small manufacturing sector has developed, however, in food processing and spare parts, and exports of coconut oil and coconut cream picked up in the mid-1990s.

Samoa still depends on foreign aid and remittances from its large emigrant community (approximately 100,000 people), living mainly in New Zealand and the United States.

European Union assistance has been concentrated mainly in the energy sector ever since the first Lomé Convention (almost ECU 29 million of programmed aid provided altogether). Three hydro-electric power plants have been built.

Under Lomé I and II, projects for small livestock improvement, and storage and handling of copra were funded.

Stabex transfers for losses of earnings incurred by agricultural exports have been significant under all Lomé Conventions (ECU 25 million since Lomé I).

The first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 9 million) focused on the social sector, a large part of which, together with the bulk of Lomé IV Second Financial Protocol funds, will go to a rural water supply programme.

In addition, ECU 1.5 million was made available under Lomé IV by the European Investment Bank to the Development Bank of Samoa, in the form of risk capital, for financing small and medium-sized enterprises in industry, agro-industry, fisheries, tourism, transport and productive infrastructures.

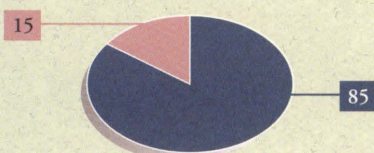
In February 1997 the NIP for the Second Financial Protocol of Lomé IV (8th EDF) was signed (ECU 11.5m), with economic and social infrastructure in rural areas as its focal sector. The financing proposal for the Rural Water Supply Programme, using ECU 10m of 8th EDF resources and ECU 5.6m of remaining 6th and 7th EDF resources was finalised, and a public awareness programme launched prior to implementation.

In October 1997 the EIB approved a risk capital loan of ECU 4.2m for the extension of the Afululo Hydropower project (this is in addition to the ECU 2m foreseen in the NIP as risk capital loans).

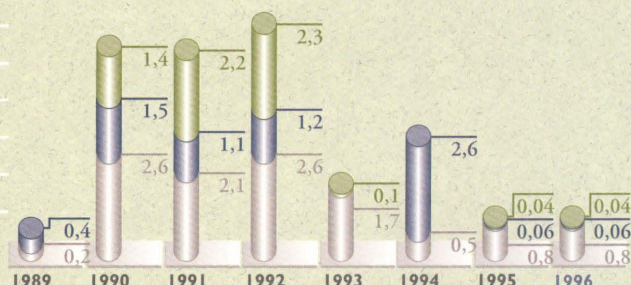
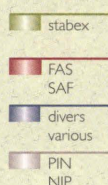
Under the Microprojects Programme, 60 projects were approved (totalling ECU 325,000), mainly in the fields of education, health and fisheries.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





São Tomé e Príncipe

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

1 000

127 076

Indicateurs économiques

PNB par habitant
276 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

6 432 290 ECU (1997)

Cacao 58%

Exportations européennes
vers...

21 250 990 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Micro-Etat insulaire avec une population d'environ 130.000 habitants et une superficie de 1.001 km² répartie sur deux îles principales, São Tomé e Príncipe doit faire face à des handicaps importants qui entravent son développement: insularité, précarité d'une économie fondée sur une seule matière première, le cacao (qui représente plus de 90% des exportations), morcellement et étroitesse du marché, faible qualification de la main d'œuvre. Aussi, le pays dépend particulièrement de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Dès 1987 le pays s'est engagé dans un programme d'ajustement structurel dont la mise en œuvre s'est avérée difficile. Ces difficultés économiques constituent une menace sérieuse pour la jeune démocratie pluraliste mise en place depuis 1991, comme l'a montré la tentative (avortée) de coup d'état en août 1995.

Membre de la Convention de Lomé depuis son indépendance en 1975, São Tomé e Príncipe a pu bénéficier, à titre bilatéral, d'environ 45 millions d'Ecus d'aides communautaires qui ont appuyé essentiellement la diversification agricole et le développement des infrastructures sociales du pays. Sous Lomé III (6ème FED), le financement d'une plantation de palmiers et d'une huilerie a permis de couvrir l'essentiel de la consommation interne en huile végétale. Le Programme Indicatif National pour le 7ème FED (8 millions d'Ecus) s'est concentré par contre sur la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales prioritaires (adductions d'eau et tronçons routiers).

De plus la Banque Européenne d'Investissement a octroyé un financement sur capitaux à risques de 5,6 millions d'Ecus pour la réhabilitation du secteur électrique dans l'île principale.

São Tomé e Príncipe a bénéficié également de plusieurs instruments de coopération hors ressources programmables; en particulier sous Lomé IV, une Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) de 1,5 Millions d'Ecus a permis de financer des importations de pétrole et les transferts au titre du STABEX cacao (près de 3 millions d'Ecus) sont consacrés à la réhabilitation des conditions de vie et des moyens de production des «Roças» (plantations cacaoyères).

Le pays a bénéficié aussi de l'aide prévue au titre de la coopération régionale, dans des domaines tels que la coopération culturelle, la protection d'écosystèmes forestiers, etc.

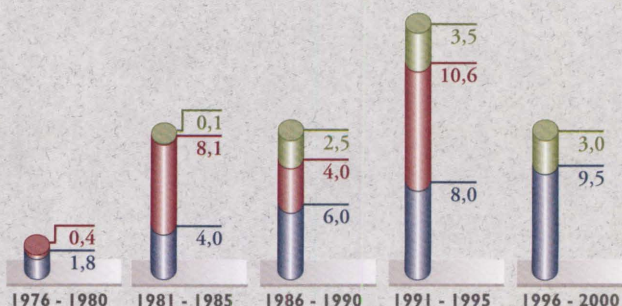
L'accord de pêche, renouvelé le 23 mai 1996 jusqu'en 1999 entre São Tomé e Príncipe et l'Union Européenne, établit une contrepartie financière de 2,175 millions d'Ecus.

La BEI a déjà approuvé un prêt de 5,6 millions d'Ecus sur capitaux à risques pour la réhabilitation du réseau électrique à São Tomé. Un montant indicatif de 2,5 millions d'Ecus est prévu au titre de Lomé IV (bis) pouvant être alloué au financement des PME industrielles et pour des concours dans les domaines de la pêche et du tourisme.

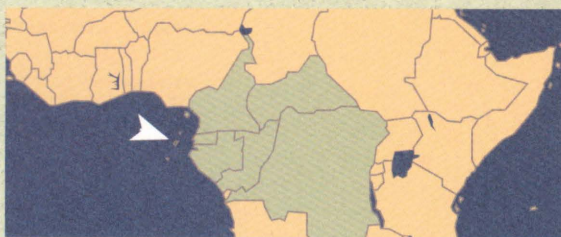
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



São Tomé e Príncipe



Economic indicators

GNP per capita	276 ECU (1996)
European imports from...	6 432 290 ECU (1997)
Cocoa	58%
European Exports to...	21 250 990 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

São Tomé & Príncipe is an island mini-state with a population of about 130,000 and a surface area of 1001 km² spread over two main islands. Several disadvantages impede its development, namely its insularity, the precariousness of an economy based on a single raw material (cocoa - which represents more than 90% of its exports), its tiny, divided market and a poorly-qualified workforce. The country is heavily dependent on external aid which represents 70% of GDP.

A structural adjustment programme has been underway since 1987 but its implementation has proved problematic. The economic problems are a serious threat to the young, pluralist democracy that was established in 1991. This was underlined in the 1995 attempted coup d'état.

A member of the Lomé Convention since achieving independence in 1975, São Tomé & Príncipe has benefited, on a bilateral basis, from about ECU 45 million in Community aid. This has been used largely to support agricultural diversification and social infrastructure development. Under Lomé III (6th EDF) the funding of a palm tree plantation and oil mill have meant that the country can meet most of the domestic demand for vegetable oil. The 7th EDF NIP (ECU 8 million) focused on rehabilitating priority economic and social infrastructures (water supplies and roads).

The European Investment Bank has provided risk capital funds to the tune of ECU 5.6 million for the rehabilitation of the electricity sector on the main island.

São Tomé and Príncipe has also benefited from a number of cooperation instruments which are not part of programmable aid. In particular, under Lomé IV, the country was allocated ECU 1.5 million from the Structural Adjustment Facility which allowed for the financing of oil imports, and almost ECU 3 million in Stabex transfers related to the coffee sector, which was used to improve living conditions and upgrade production facilities on the cocoa plantations (*roças*).

Aid under the heading of regional cooperation has been given for use in areas such as culture, the protection of forest eco-systems and fishing.

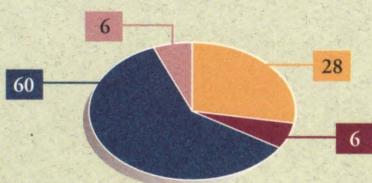
The fishing agreement between São Tomé and Príncipe and the EU, which was renewed on 23 May 1996 (and is valid until 1999), establishes counterpart funding of ECU 2.175 million.

The European Investment Bank has already allocated ECU 5.6 million in the form of risk capital for the modernisation of electricity installations on the main island of São Tomé.

A further ECU 2.5 million is available under Lomé IV (bis) for financing private small and medium scale industrial enterprises as well as for the fishing and tourism sectors.

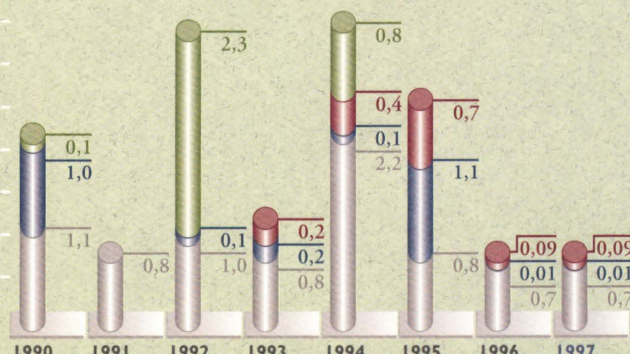
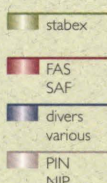
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument payments by instrument





Sénégal

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 196 720



8 387 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
441 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

347 210 170 ECU (1997)

Poissons 42%

Exportations européennes
vers...

880 680 600 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

18,7% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

58,9% (1996)

secondaire

17,6% (1996)

Taux d'urbanisation

44% (1996)

Le Sénégal est situé sur un ensemble de terres basses, souvent sablonneuses, qui forment une transition entre le Sahara aride et les régions guinéennes humides et forestières. Sa population est concentrée dans la partie ouest du territoire, en particulier dans les agglomérations urbaines.

L'économie sénégalaise subit des handicaps similaires, dans une large mesure, à ceux des autres pays de la région sahélienne: ressources naturelles limitées, terres agricoles détériorées à cause des conditions climatiques, augmentation rapide de la population et forte dépendance des aides extérieures. Le commerce extérieur est particulièrement dépendant des exportations de produits de la pêche, de l'arachide et des phosphates. Après une forte dégradation de la situation économique au début des années 1990, une récupération s'est produite à partir de 1994 en ce qui concerne le taux de croissance et l'équilibre des finances publiques.

Le Programme Indicatif National 7ème FED porte sur 125,7 millions d'Ecus. Deux domaines de concentration de l'aide ont été retenus: les transports(routes), pour un total de 70 millions d'Ecus (dont 10 millions sur la facilité d'ajustement structurel) et le développement de la région de St. Louis (22,5 millions destinés à des actions dans la santé, l'hydraulique villageoise, le crédit aux PME, l'assainissement dans certains quartiers urbains et la gestion des ressources naturelles), continuant à cet effet les actions initiées dans le département de Podor dans le cadre du Programme 6ème FED.

Une dotation globale de 32,7 millions d'Ecus a été allouée au Sénégal au titre de l'appui à l'ajustement structurel entre 1992 et 1996; ces fonds ont été destinés à financer des dépenses budgétaires dans le secteur de la santé et l'entretien des infrastructures publiques(routes, aménagements hydro-agricoles).

Le Sénégal a aussi bénéficié de transferts Stabex (secteur arachide) au titre des exercices 1992 (9,2 millions d'Ecus), 1993 (15,1 millions d'Ecus), 1994 (5,5 millions d'Ecus), 1995 (3 millions d'Ecus) et 1996 (7 millions d'Ecus). La plupart de ces ressources sont affectées à la restructuration et relance de la filière arachide dans le cadre de la libéralisation. Un programme Sysmin (25,5 millions d'Ecus) est aussi en cours d'exécution dans le secteur des phosphates.

D'autres actions significatives sur le Programme 7ème FED sont réalisées notamment dans la promotion sociale et économique à niveau local (microréalisations, travaux de génération d'emploi urbain, crédit PME...), l'assistance aux populations souffrant les conséquences de conflits(rapatriés de Mauritanie, déplacés en Casamance), la lutte contre le SIDA, l'appui à la pêche artisanale dans la région de Ziguinchor et la promotion du tourisme.

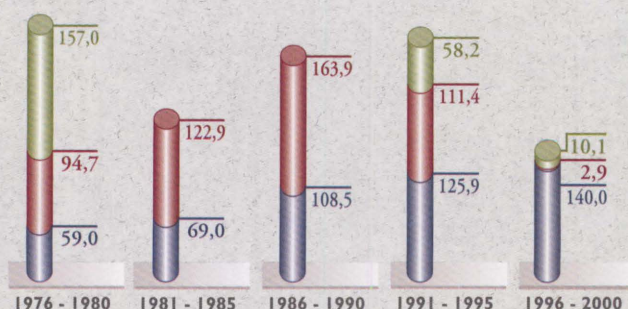
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a également fourni une aide importante au pays. Au titre de Lomé IV(7ème FED), la BEI a déjà engagé 33 millions d'Ecus, notamment dans l'extension du réseau de télécommunications et dans la modernisation des infrastructures d'approvisionnement en eau de Dakar.

Le Programme Indicatif National sur le 8ème FED dispose d'un montant prévisionnel de 140 ECU(et 35 mio BEI).

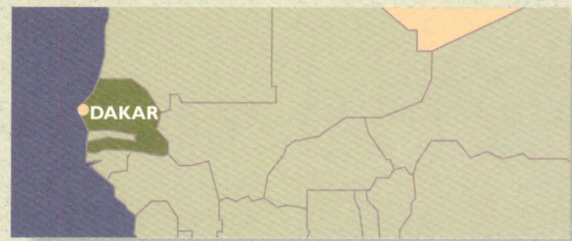
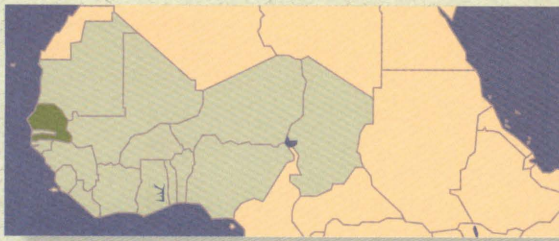
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Sénégal **S**

Economic indicators	
GNP per capita	441 ECU (1996)
European imports from...	347 210 170 ECU (1997)
Fish	42%
European Exports to...	880 680 600 ECU (1997)
Debt service / exports	18.7% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	58.9% (1996)
Secondary schooling rate	17.6% (1996)
Urbanisation rate	44% (1996)

Senegal is one of several characteristically sandy, low-lying countries, which form a belt between the arid Sahara and the humid Guinean forest regions. The population is concentrated in the western part of the country, mainly in conurbations.

The Senegalese economy suffers greatly from similar handicaps to those in other countries of the Sahel region: limited natural resources, agricultural land that has deteriorated due to climatic conditions, a rapidly growing population and strong dependence on external aid. The economic situation, which worsened in the 1990s, has shown signs of recovery since the CFA devaluation. External trade is particularly dependent on exports of fishing products, peanuts and phosphates. After severe economic decline at the beginning of the 1990s, there was a recovery from 1994 onwards, notably in the growth rate and in balancing public finances.

ECU 125.7 million is available under 7th EDF National Indicative Programme. There are two areas of concentration: transport (roads) amounting to ECU 70 million (of which ECU 10 million comes from the structural adjustment facility) and the regional development of St. Louis (ECU 22.5 million) for health projects, village pumps, credit for SMEs, the rehabilitation of certain urban areas and natural resource management). The latter follow on from the projects started up in Podor department under Lomé III.

ECU 32.7 million of structural adjustment support was granted to Senegal from 1992 to 1996. These funds financed spending in the health sector and on public infrastructure (roads etc).

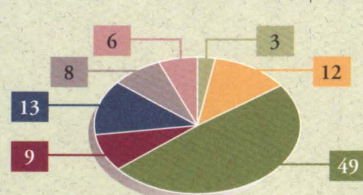
Senegal has also been a beneficiary of Stabex funds in 1992 (ECU 9.2 million), 1993 (ECU 15.1 million), 1994 (ECU 5.5 million), 1995 (ECU 3 million) and 1996 (ECU 7 million). The bulk of this financing has gone to restructure and redevelop the groundnut industry which is being liberalised. A Sysmin programme (ECU 25.5 million) is also underway in the phosphate sector.

Other important schemes financed with Lomé IV funds (7th EDF) are small-scale social and economic projects (micro projects, generation of urban employment, credit to SMEs), assistance to those suffering the effects of conflicts (those repatriated from Mauritania and Casamance), the fight against AIDS, support to artisanal fishing in the Ziguinchor region and tourism promotion.

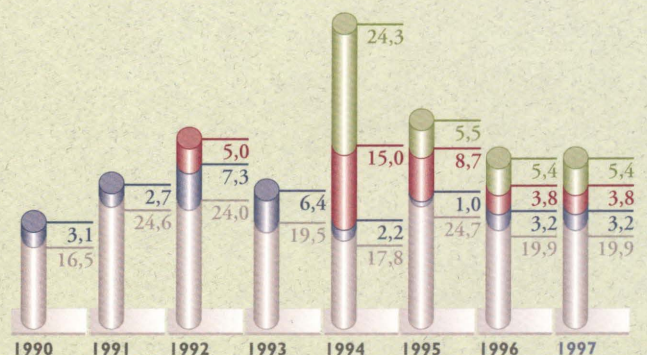
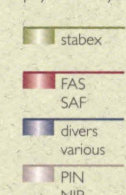
The European Investment Bank has also provided extensive aid. Under Lomé IV, the Bank has already committed ECU 33 million, notably to extend the telecommunications network and modernise water supply structures in Dakar.

ECU 140 million has been earmarked for the 8th EDF NIP (and a further ECU 35m in EIB funding)

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8 paiement par instrument
payments by instrument





Seychelles

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM²

450



74 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
5 481 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

68 321 360 ECU (1997)

Poissons 83%

Exportations européennes
vers...

97 172 810 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Archipel granitique et corallien composé de plus de cent îles, les Seychelles offrent un contraste caractéristique entre la dimension réduite de sa surface émergée et l'ampleur de sa zone économique exclusive (ZEE) qui s'étend sur plus de 1,3 million de km². Indépendant depuis 1976, le pays s'est engagé, en 1992, sur la voie de la démocratie multipartite après quinze années de régime de parti unique. Son président a été réélu en 1993.

Avec un PNB par habitant de plus de 6000 \$, les Seychelles dépassent de très loin le revenu de ses voisins dans l'Océan Indien. Toutefois, l'archipel souffre de nombreux handicaps liés à son isolement, à l'étroitesse de son marché, à l'éloignement des principaux marchés d'exportation, ainsi qu'au manque de ressources humaines et de terres arables. Ces désavantages communs aux petits Etats insulaires rendent le processus de développement extrêmement coûteux, car nécessitant des investissements disproportionnés par rapport à la taille du pays, à sa capacité de gestion et d'endettement, ainsi qu'à ses ressources humaines. L'essentiel des revenus en devises provient du tourisme et des exportations de poisson.

Les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I et II (6 millions d'Ecus), se sont essentiellement concentrées sur l'appui aux infrastructures sociales (logements hôpital à Victoria). Le soutien au développement rural, aux micro-projets et à la formation constitue les autres principaux secteurs d'intervention. Lomé III a consacré près de 70% des fonds programmés (6,2 millions d'Ecus) au développement rural, dont la mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur productif agricole qui constitue un élément central dans la politique nationale d'amélioration de l'autosuffisance alimentaire basée sur le soutien aux petits fermiers.

Le programme indicatif de Lomé IV (5,4 millions d'Ecus) a été affecté aux secteurs de développement industriel, de l'environnement et du tourisme, trois domaines essentiels pour l'économie des Seychelles et qui s'intègrent dans les objectifs poursuivis par la coopération régionale dans l'Océan Indien. Dans le cadre des interventions de la BEI, un montant de 2 millions d'Ecus de capitaux à risques a été mis à disposition de la Banque de Développement des Seychelles pour le financement de projets de petite et moyenne dimensions dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, de la pêche, du transport et du tourisme.

En février 1997 il a été signé le Programme Indicatif du 8e FED. Le montant du programme s'élève à 5,5 millions d'Ecus. Le 8e FED sera orienté vers la protection de l'environnement et le développement du secteur privé.

La Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer au financement des différents projets et programmes, et pourrait envisager un montant global de 1 million d'Ecus comme ordre de grandeur indicatif de l'ensemble des concours qu'elle pourrait accorder au titre des aides prévues.

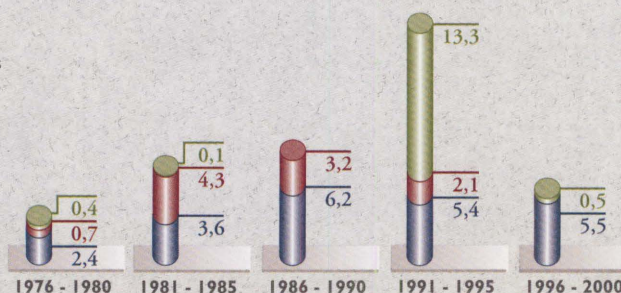
Suite aux pluies torrentielles survenues aux Seychelles en août 1997, la Commission européenne a décidé de financer une action de réhabilitation des infrastructures. Le montant de 0,5 millions d'Ecus est financé par le budget de la Commission.

Un nouvel Accord de pêche UE-Seychelles a été signé en 1996 pour une période de 3 ans (Montant total: 9,9 millions d'Ecus).

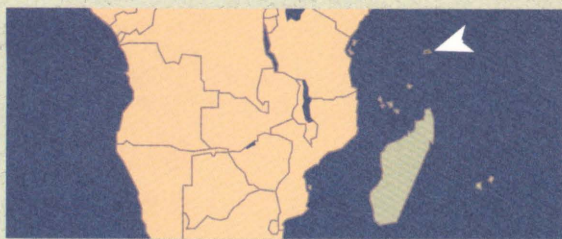
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environnement
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
autres
others



Seychelles



Economic indicators	
GNP per capita	5 481 ECU (1996)
European imports from...	68 321 360 ECU (1997)
Fish	83%
European Exports to...	97 172 810 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

A granite and coral archipelago comprising more than 100 islands, the Seychelles is characterised by the contrast between its small surface area above water and the size of its Exclusive Economic Zone (EEZ), which stretches over more than 1.3 million km². Independent since 1976, the country started down the road to multi-party democracy in 1992, after 15 years of one-party rule. Its president was re-elected in 1993.

With a *per capita* GNP of more than \$6000, Seychelles does much better than its neighbours in the Indian Ocean. However, the archipelago suffers from many handicaps linked to its isolation, the limited size of its domestic market, its distance from the main export markets, and a lack of both human resources and arable land. These disadvantages, common to small island states, make the development process extremely costly. The amount of investment needed is disproportionate to the size of the country, its management capabilities, its capacity to take on debt and its human resources. The bulk of foreign exchange comes from tourism and exports of fish products.

National Indicative Programme resources from Lomé I and II (ECU 6 million) were essentially concentrated on support for social infrastructures (housing, the Victoria hospital). Rural development, micro-projects and training were the other main sectors for intervention. Lomé III allocated nearly 70% of programmed funds (ECU 6.2 million) to rural development, including the implementation of a support programme for the agricultural sector, which is a central element in the national policy of improving food self-sufficiency based on support for small farmers.

The first Lomé IV NIP (ECU 5.4 million) was directed towards industrial development, the environment and tourism - three key sectors of the Seychelles' economy - in line with objectives also pursued by regional cooperation in the Indian Ocean. In the framework of the EIB interventions, ECU 2 million in risk capital has been made available to the Development Bank of the Seychelles, for financing small and medium sized projects in the industrial, agro-industrial, fisheries, transport and tourism sectors.

The 8th EDF NIP (ECU 5.5 million) was signed in February 1997. The focus will be on environmental protection and private sector development.

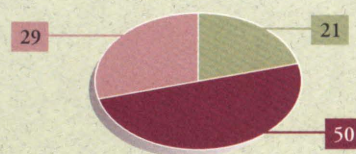
The European Investment Bank (EIB) may contribute to the financing of productive projects and programmes, and has an indicative amount of ECU 1 million available for this purpose.

Seychelles was hit by torrential rains in August 1997. These caused widespread damage and, in response, the European Commission decided to finance the rehabilitation of infrastructures. ECU 500,00 was earmarked from the Commission budget for this.

A new three-year EU-Seychelles Fisheries Agreement was signed in 1996. The total amount involved is ECU 9.9 million.

FED
EDF

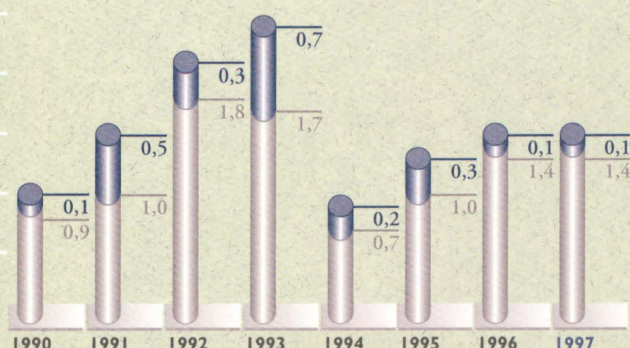
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Sierra Leone

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 71 740
4 740 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
158 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

142 633 220 ECU (1997)

Diamants 70%

Exportations européennes
vers...

97 427 380 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

60,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

47,8% (1996)

secondaire

12,9% (1996)

Taux d'urbanisation

34% (1996)

Entourée de la Guinée et du Liberia, la Sierra Leone – indépendante depuis 1961 – se situe en Afrique occidentale côtière et bénéficie d'une bonne pluviométrie et d'un climat tempéré. Le pays est recouvert par la forêt tropicale au sud-est.

En mai 1997, un coup d'Etat militaire a provoqué la chute du gouvernement démocratiquement élu du Président Kabbah. L'armée s'est trouvée affaiblie par le programme de réduction d'effectifs prévu par l'Accord de paix de novembre 1996 (qui a mis officiellement fin aux six ans de guerre avec le Front révolutionnaire uni, FRU) et avec la politique du gouvernement de Kabbah qui précède le recours aux forces de défense civiles (en l'occurrence, les chasseurs traditionnels locaux) au détriment de l'armée, visant à mettre le FRU en déroute. Le gouvernement s'est exilé à Conakry et a été remplacé par le Conseil révolutionnaire des forces armées avec le Commandant Koroma comme chef d'Etat. Les premiers opposants à l'armée, le FRU, se sont alliés à l'AFRC. Le nouveau régime n'a pas fait l'objet d'une reconnaissance internationale et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) a tenté de négocier le retour au pouvoir du gouvernement légitime. En octobre 1997, un accord fut signé par l'AFRC d'une part et l'ECOWAS d'autre part, par lequel l'AFRC s'est déclaré favorable au retour du Président Kabbah et du régime parlementaire le 22 avril 1998. Des sanctions internationales interdisant la vente de carburants et d'armes à la Sierra Leone ont été prises en octobre 1997, dans le but de pousser l'AFRC au retrait.

Le coup d'Etat a ravagé l'économie du pays et bouleversé des millions de vies, ce qui a engendré la perte des sources de profits traditionnelles liées à l'exportation du diamant, du rutile, de la bauxite, du café et du cacao et la suspension de fait des donations. Sous l'AFRC, la règle de droit n'a plus cours et la violation des droits de l'homme est largement pratiquée.

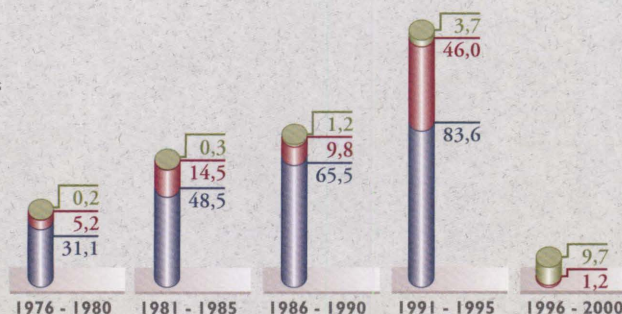
La coopération CE - Sierra Leone a débuté en 1975 sous la première Convention de Lomé. L'aide européenne était à l'origine destinée au développement rural et à l'infrastructure routière. Ces domaines constituent toujours les principaux objectifs, bien que des financements considérables aient été attribués au secteur des télécommunications, et plus récemment à celui de l'électricité.

Sous Lomé IV, qui prévoit une dotation de 77 millions d'Ecus pour le Programme indicatif national, la mise en œuvre de trois projets orientés vers le développement rural (aide au secteur agricole, approvisionnement en eau et microprojets ruraux) a été amorcée. Le premier programme d'appui à l'ajustement structurel de la Sierra Leone, financé à hauteur de 8 millions d'Ecus en provenance du PIN et 12 millions d'Ecus des Fonds pour l'ajustement structurel, a également été lancé à la suite des progrès réalisés dans le cadre des programmes nationaux de réforme. L'Union européenne et la BEI, au titre des capitaux à risques (8 millions d'Ecus accompagné d'un financement de 7,5 millions d'Ecus au titre de Lomé III), contribuent également, pour environ 40%, au programme de réhabilitation du secteur électrique de 60 millions d'Ecus, en cofinancement avec la Banque mondiale, le Japon et des Etats membres de l'Union européenne. Un soutien significatif a été fourni au titre du Stabex (plus de 10 millions d'Ecus, sous Lomé IV), et par ECHO à titre d'aide humanitaire. A l'exception de ce dernier, tous les programmes ont été *de facto* suspendus à la suite du coup d'Etat.

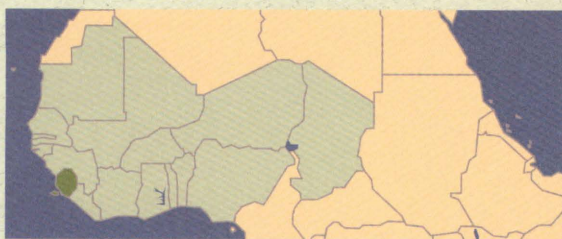
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Sierra Leone **S**

Economic indicators	
GNP per capita	158 ECU (1996)
European imports from...	142 633 220 ECU (1997)
Diamonds	70%
European Exports to...	97 427 380 ECU (1997)
Debt service / exports	60.3% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	47.8% (1996)
Secondary schooling rate	12.9% (1996)
Urbanisation rate	34% (1996)

Flanked by Guinea and Liberia, the coastal West African state of Sierra Leone is covered with tropical forest in the south-east and benefits from a good rainy season and a temperate climate. It has been independent since 1961.

In May 1997, the democratically-elected government of President Kabbah was overthrown in a military coup. The army had become divided and disillusioned as a result of planned cut-backs foreseen in the Peace Accord of November 1996 (formally ending the six-year war with the Revolutionary United Front - RUF) and with the government's policy favouring the use of civil defence forces (traditional local hunters), rather than the army, in an attempt to defeat RUF. The ousted government fled to neighbouring Conakry and was replaced by an Armed Forces Revolutionary Council (AFRC) with Major Koroma as its head. The army's former opponents, the RUF, soon came out of the bush and allied themselves with the AFRC. The regime has not received international recognition and attempts to negotiate a peaceful handing back of power to the legitimate government have been led by ECOWAS (the Economic Community of West African States). In October 1997, an agreement was signed by the AFRC and ECOWAS whereby the AFRC agreed to the return of President Kabbah and constitutional order by 22 April 1998. In an attempt to maintain pressure on the AFRC to step down, international sanctions were imposed in October 1997 banning the sale of fuel and arms to Sierra Leone.

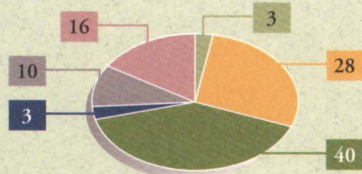
The coup d'état has devastated the economy and disrupted millions of lives. The traditional sources of export earnings - diamonds, rutile, bauxite, coffee and cocoa have been lost - and donor support suspended *de facto*. Under the AFRC, the rule of law has completely collapsed and human rights are being violated on a large scale.

EC-Sierra Leone cooperation began in 1975 under the first Lomé Convention. European support was initially concentrated on rural development and roads. These areas continued to be the main focus, although substantial funds have since been provided for telecommunications and, more recently, the electricity sector.

Under Lomé IV (NIP of ECU 77 million), projects oriented towards rural development (agricultural sector support, rural water supplies and micro-projects) were begun. The first structural adjustment support programme (ECU 8 million from the NIP and ECU 12 million from the Structural Adjustment Facility) was launched. In addition, risk capital funds from the EIB (ECU 8 million accompanied by additional funding of ECU 7.5 million under Lomé III) were allocated to an electricity rehabilitation programme co-financed by the World Bank, Japan and Member States of the EU. Significant support has also been provided from the Stabex facility (more than ECU 10 million under Lomé IV) and from ECHO in the form of humanitarian aid. With the exception of the last-mentioned, all programmes have been suspended *de facto* as a result of the coup d'état.

FED EDF

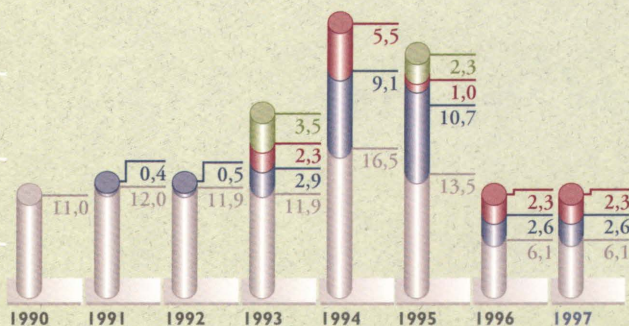
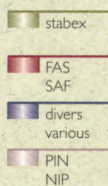
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

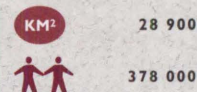




Solomon Islands

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
756 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

31 872 780 ECU (1997)

Poissons 61%

Exportations européennes
vers...

2 907 810 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

La population des Iles Salomon est répartie sur un grand nombre d'îles, mais plus de 75% de celle-ci vit en fait sur les 6 îles principales qui représentent 85% de la superficie du territoire. Le taux de croissance de la population y est très élevé (3,6% par an). A leur indépendance, les Iles Salomon ont rejoint le Commonwealth. Le régime est de nature parlementaire avec une forte décentralisation du pouvoir vers les Provinces.

Le pays est riche en ressources naturelles renouvelables: pêche, sylviculture et terres arables constituent des atouts majeurs. Une grande partie (54% du PIB) des revenus d'exportation provient de la production primaire. En 1996, les exportations de bois, poissons, coprah, cacao, huile de palme ont représentées 17% du PIB. Bien que la crise asiatique ait entraîné une diminution de la demande de bois, la contraction générale de l'économie des Iles Salomon en 1997 signifierait que l'importance relative du secteur agro-forestier se maintient. Cependant, le taux actuel d'exploitation forestière ne pourra toutefois pas être maintenu longtemps. Le pays devra donc développer sa production de base secondaire et tertiaire afin d'assurer un développement économique stable. A l'heure actuelle, et en dehors des conserves de thon, les produits manufacturés sont peu développés. La croissance économique, entravée par un marché national dispersé et restreint, des systèmes fonciers traditionnels, l'éloignement des marchés d'exportation et les catastrophes naturelles (cyclones), n'a pas réussi à suivre la croissance de la population depuis l'indépendance.

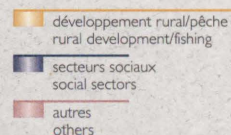
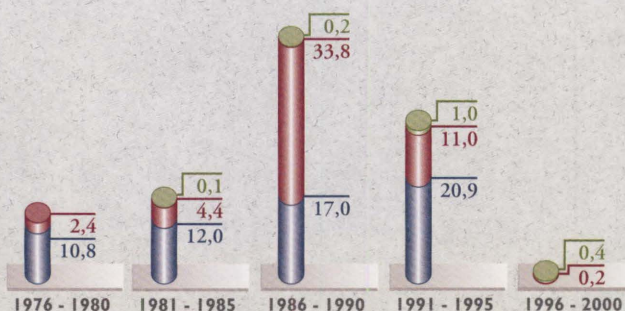
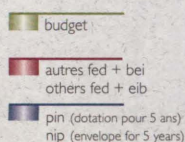
L'aide de l'Union européenne a débuté en 1978, et s'est traduite, sous Lomé I, II et III, par le soutien à l'agriculture et au développement rural, à l'exploitation forestière et aux pêcheries, aux ressources humaines, à l'infrastructure économique, aux transports et à la santé. Les transferts Stabex (46,1 millions d'Écus), équivalents au montant total des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN^o de Lomé I, II et III (59,2 millions d'Écus), ont compensé les pertes de revenus provenant des produits tels le coprah, le cacao et l'huile de palme.

Sous Lomé IV, la priorité a été accordée au secteur rural. Le PIN (19 millions d'Écus), prévoit un programme d'infrastructures rurales pour la province de Malaita, un programme de routes dans les zones rurales de Guadalcanal et maintient son appui aux pêcheries artisanales. Un soutien est également accordé au développement des ressources humaines à travers des centres de formation dans les zones rurales, et un programme de réhabilitation est en cours, suite au cyclone de 1993. Les transferts Stabex (8,3 millions d'Écus) sont toujours destinés à financer des programmes de soutien à l'agriculture, principalement au bénéfice des petits exploitants de cacao.

En outre, un montant de 2,5 millions d'Écus a été prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, dont 2 millions d'Écus ont été attribués à ce jour

FED + budget EDF

dotations en millions d'Écus
allocations in ECU million





Solomon Islands

S

Economic indicators

GNP per capita	756 ECU (1996)
European imports from...	31 872 780 ECU (1997)
Fish	61%
European Exports to...	2 907 810 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The Solomon Islands population is spread over a vast number of islands, but the six main islands account for over 75% of the population and 85% of the land area. Estimated population growth is very high (3.6% per year). On independence in 1978, the Solomon Islands joined the Commonwealth. It has a parliamentary form of government with considerable powers devolved to the provinces.

The country is rich in renewable natural resources with important fishery, forestry and land assets. Primary production makes up a large proportion of export earnings. In 1996, exports of timber, fish, copra, coconut oil, palm oil and cocoa were equivalent to 17% of GDP. Although the economic instability in Asia was reflected in a reduction in the demand for timber, the general contraction of the Solomons economy in 1997 should mean that the relative importance of the agro-forestry sector is maintained. However, even the current rate of forest exploitation is unsustainable. The Solomons must, therefore, develop its secondary and tertiary production base to achieve stable economic development. At present, manufacturing is barely developed, except, for tuna canning. Economic growth - hampered by the small and dispersed domestic market, traditional land tenure systems, distance from export markets and natural disasters (cyclones) - has not matched population growth since independence.

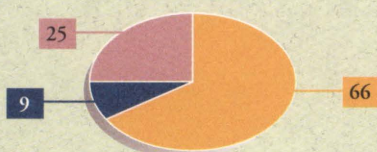
European Union assistance began in 1978, and under Lomé I, II, III and IV has included support for agriculture and rural development, forestry and fisheries, human resources, economic infrastructure, transport, and health. Stabex transfers (ECU 46.1 million), which were comparable in amount to the National Indicative Programmes (NIPs) of Lomé I, II, III and IV (ECU 59.25 million), have compensated for shortfalls in earnings from products such as copra, cocoa and palm oil.

Under Lomé IV, the rural sector has been given priority. The NIP (ECU 19 million) includes a rural infrastructure programme for the province of Malaita, a rural road programme in Guadalcanal, and continued support to artisanal fisheries. Support is also being given to human resource development through rural training centres, and a rehabilitation programme is under way following a cyclone in 1993. Stabex transfers (ECU 8.3 million) are continuing to fund programmes in agriculture, concentrating mainly on smallholder cocoa.

Moreover, an amount of ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has been committed so far.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

